

« Le contre-discours n'est pas forcément porteur »

EXTRÉMISME Philippe Massay dresse un premier bilan pour le Centre d'aide des radicalisés

Par-delà les murs

Philippe Massay est assistant social et criminologue de formation, spécialisé dans les questions liées au désengagement moral dans le contexte du terrorisme mais aussi du harcèlement scolaire. Il a exercé le métier d'agent pénitentiaire pendant sept ans à Lantin ainsi que celui d'assistant social en centre pour demandeurs d'asile. En janvier 2019, il devient directeur du Caprev.

► Les demandes issues du milieu carcéral affluent.

► Pour son nouveau directeur, de nouvelles formes d'extrémisme sont à redouter.

Philippe Massay est le nouveau directeur du Centre d'aide et de prise en charge de toute personne concernée par les extrémismes et radicalismes violents (Caprev). L'organe de la Fédération Wallonie-Bruxelles propose une ligne verte, un soutien psycho-social et la prise en charge de personnes radicalisées ou en voie de radicalisation. Depuis sa création, en janvier 2017, le Caprev a reçu plus de 1.000 sollicitations et a ouvert 149 dossiers. Il assure actuellement le suivi de 88 personnes, des condamnés radicalisés pour la plupart. Ses intervenants ont également consacré 9.000 heures à des entretiens psycho-sociaux et plus de 8.000 autres à la recherche-action ou à la diffusion d'informations dans les institutions.

Les missions du Caprev ont-elles changé depuis sa création ?
Elles sont identiques mais, en raison de l'évolution du type de

public qui s'adresse à nous, nous avons adapté notre façon de travailler. Au départ, par exemple, on n'avait pas du tout envisagé un tel nombre d'interventions dans le monde pénitentiaire. Quand j'étais à la prison de Lantin, j'ai rencontré des détenus sur lesquels je n'aurais pas nécessairement parié. Je n'aurais jamais imaginé qu'ils puissent entreprendre un processus de « désistance » (processus de sortie de la délinquance, NDLR) ou même prendre contact avec le Caprev. Ils étaient étiquetés « radicalisés », voire condamnés pour des faits de terrorisme et refusaient même de voir l'imam. Ces détenus sont maintenant engagés dans un dialogue constructif avec nos intervenants.

Quels sont les résultats observés en termes de désengagement ?

On a des personnes qui forment des projets familiaux ou professionnels alors qu'ils étaient dans une attitude un peu nihiliste au moment de leur incarcération. Qui témoignent d'une volonté de trouver une place différente dans la société. Maintenant, on sait aussi que les difficultés commencent à la sortie de la prison.

Le Caprev ne livre aucun contre-discours religieux et ne compte aucun imam ni islamologue. N'est-ce pas une erreur ?

Le contre-discours n'est pas nécessairement porteur. À partir du moment où vous avez deux vues dogmatiques qui s'opposent, on n'arrivera pas à se convaincre l'un l'autre. Et je n'ai pas la légitimité pour m'exprimer sur le contenu de la révélation, sur son mode de transmission ou sur les hadiths (recueil des actes et paroles de Mahomet et de ses compagnons, à propos de commentaires du Coran ou de règles de conduite, NDLR).

Mais pourquoi ne pas travailler en collaboration avec eux ?

On pourrait, mais à ce moment-là il faudrait avoir des spécia-

listes de toutes les religions au sein du Caprev. À l'heure actuelle, il est vrai que nous sommes dans quelque chose qui touche plus au religieux, mais on voit qu'il y a aussi d'autres formes d'extrémisme violent qui commencent à apparaître.

Par ailleurs, il y a des personnes compétentes, comme les imams, qui font du bon boulot sur le terrain et qui sont parvenues à créer une relation de confiance avec les détenus.

Mais comment les intervenants peuvent-ils mener un travail de déconstruction du discours radical sans avoir de connaissance de l'islam ?

On a tous, par le biais des formations qu'on a pu suivre, des connaissances sur le fait reli-

gieux mais, encore une fois, notre objectif n'est pas d'apporter un contre-discours. On est plutôt sur l'accompagnement dans l'évaluation et l'examen par la personne elle-même du processus de radicalisation.

On essaye de proposer des choix, non pas pour les « déradicaliser », mais pour leur expliquer que la violence n'est pas le meilleur moyen d'amener ses idées sur le devant de la scène. En sachant que, de toute façon, un retour à l'état antérieur n'est pas possible.

Vous avez été gardien de prison, ne sous-estime-t-on pas le risque d'embrigadement intramuros ?

La prison est déjà un concentré de radicalité. Quelles que soient les raisons de leur incarcération, ces personnes ont choisi un mode de vie en dehors des règles de la société. La prison est elle-même radicalisante. C'est une institution qui génère beaucoup d'injustice, perçue ou réelle. Fatalement, c'est aussi quelque chose qui va inciter à avoir des points de vue bien tranchés sur certains problèmes.

Maintenant, est-ce qu'elle est un lieu majeur de radicalisation menant au terrorisme, j'en suis

moyennement convaincu. Je pense cependant qu'on pourrait utilement repenser le système carcéral, non seulement à destination des personnes ayant commis des faits de terrorisme, mais aussi par rapport à l'ensemble des détenus, pour y intégrer des parcours de désengagement du radicalisme au sens large, mais aussi de la violence tout court. La prison doit se repenser. Elle n'a jamais fonctionné.

Il faut prendre exemple sur nos voisins européens, la Finlande ou les Pays-Bas, miser sur les maisons de transition, ériger des prisons plus humaines et plus ouvertes ?

L'an dernier, un projet nommé « Reinsert » a par exemple été mis sur pied avec l'enseignement de promotion sociale. On doit permettre aux détenus de travailler s'ils le souhaitent. À l'heure actuelle, cela reste un privilège. Il faut aussi rapprocher au maximum les conditions de son exercice à l'intérieur de la prison des conditions que le détenu va retrouver à l'extérieur. C'est un travail qui doit être touché par des notions telles que la sécurité sociale, voire le chômage s'il n'y a pas de capacité à offrir un emploi. En tout cas, on ne peut prétendre réinsérer une personne en la laissant dans un milieu d'exclusion et qui n'est pas porteur de changement.

Vous êtes à contre-courant : la tendance est plutôt à construction de mégaprisons...

La refonte du système pénitentiaire est une cause qui vaut la peine qu'on s'y engage. J'attends avec impatience un ministre de la Justice qui va le faire en sachant que ce n'est pas nécessairement porteur en termes de retour électoral.

Il faut aussi essayer de faire sortir de la tête du grand public la notion de « prison = vengeance ». On veut une prison dure, qui fasse peur. Le délinquant, lui, n'est pas du tout dans la même logique. Il voit la prison comme un accident de travail et un moment à passer. C'est à nous à faire en sorte de mettre à profit cette période pour amener les gens à réfléchir sur ce qui les a amenés là. ■

mouvements citoyens « Attentif aux dérives »

Vous évoquiez de potentielles nouvelles missions pour le Caprev : l'extrême gauche, l'extrême droite et l'antisémitisme, mais aussi l'« écoterrorisme »...

C'est une éventualité, pas des prédictions. Je ne suis pas Claude Moniquet ! Il faut rester attentif à toutes les formes d'extrémisme violent. Il y a des textes qui sont sur le marché comme ceux de Ted Kaczynski (Unabomber). C'est un manifeste écologiste libertaire avant la lettre qui pourrait très bien servir de base à un extrémisme violent qui se grefferait sur des revendications climatiques. Il y aurait là une possibilité d'instrumentaliser les personnes en leur disant que c'est le Nord qui pollue et le Sud qui paye le prix fort, et qu'il existe une manière violente de faire comprendre que cela doit changer.

Même si le ton se durcit, ça reste un mouvement citoyen. Où est le danger ?

Mouvement citoyen ne veut pas forcément dire pacifique. Prenons l'exemple des gilets jaunes, surtout en France, dont les revendications sont légitimes et dans lesquelles on peut se retrouver : on voit quand même qu'il y a une instrumentalisation d'un petit nombre de personnes par d'autres qui pensent que la violence est jouable sur ce registre. On peut amener des personnes qui au départ sont pleines de bonnes intentions à se comporter de manière violente, avec un pouvoir en face qui réagit de manière violente aussi.

Il faut aussi être attentif à la sympathie que l'on peut avoir pour certains mouvements qui pourraient devenir violents. Si on s'inté-

resse au Rojava, le Kurdistan syrien, on peut développer beaucoup de sympathie pour ce qu'il s'y fait en termes de multiculturalité, de reconnaissance des différentes religions...

Mais on sait aussi que des gens sont partis combattre là-bas avec des intentions variables : pour pouvoir casser du musulman, portés par une idéologie plutôt progressiste pour défendre des individus victimes du régime turc ou parce que les États-Unis les laissent tomber. Ces gens n'ont pas été réellement inquiétés mais ça pose quand même question. On a d'ailleurs répondu à des demandes d'informations émanant des institutions qui nourrissaient des inquiétudes à ce sujet. Un organisme comme le Caprev ne peut pas se concentrer uniquement sur ce qui s'est déjà passé. On a un rôle d'anticipation.

Intervenez-vous actuellement sur des dossiers liés à l'extrême droite ?

On n'a pas de dossier ouvert, non. Mais quand on voit qu'un organisme comme Schild en Vrienden prône ouvertement la violence, dit qu'on doit se préparer au combat, que les jeunes qui en font partie sont armés, ont une conception de la femme qui se limite au physique et rejettent les homosexuels... Tout ça est éminemment dangereux à mon sens car il n'est pas impossible que l'on assiste à l'émergence d'actes violents.

On doit essayer de construire une pratique qui puisse rencontrer toutes ces formes d'extrémisme. Et sortir de cette bulle dans laquelle nombre d'experts s'enferment en ne voyant que l'hier et l'aujourd'hui. ■

Propos recueillis par
L.P.O.